

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203881]

8 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, l'article 2, § 6, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'article 2*bis*, § 5, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'article 3, § 1^{er} et § 2, et l'article 5, alinéas 5 et 6, inséré par le décret du 27 mars 2014;

Vu le rapport du 27 avril 2016 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 13 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office francophone de la Formation en alternance, donné le 17 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 23 mai 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 avril 2016;

Considérant que le Gouvernement wallon entend en ce qui concerne les articles 3, 4, 5 et 6, § 4, du présent arrêté, utiliser, conformément à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, son pouvoir général d'exécution permettant de fonder, en ce qui concerne le présent projet le pouvoir d'adopter les dispositions relatives à ce qui suit :

- 1^o la commission d'agrément et de médiation;

- 2^o le coach sectoriel;

- 3^o le fait pour les jeunes de poursuivre leur formation auprès de l'I.F.A.P.M.E. ou du S.F.P.M.E. alors qu'ils l'ont débutée dans l'Enseignement et réciproquement;

Considérant que le Gouvernement wallon, conformément à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 entend utiliser son pouvoir général d'exécution afin de pallier les absences de base légale de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 précité;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française entendent également, s'agissant d'un arrêté conjoint utiliser leur pouvoir général d'exécution;

Considérant que les dispositions de mise en œuvre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance doivent impérativement entrer en vigueur au début de l'année de formation 2016-2017;

Considérant qu'il convient de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} septembre 2016;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des entreprises et des opérateurs de formation ayant introduit une demande à partir du 1^{er} septembre 2016, en conférant une base légale à leur demande;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir 1^{er} septembre 2016 jusqu'à l'adoption des arrêtés concomitants devraient être réintroduites;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Vu les avis n^o 59.830/2/2V et 60.748/2 du Conseil d'Etat, donnés respectivement les 29 août 2016 et 23 janvier 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 : l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

2^o le Ministre : le Ministre qui a la Formation dans ses attributions ou le Membre du Collège qui a la formation professionnelle dans ses attributions;

3^o l'O.F.F.A. : l'Office francophone de la Formation en alternance visé à l'article 4 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

4° l'opérateur de formation en alternance, soit:

a) un centre d'éducation et de formation en alternance, en abrégé C.E.F.A., visé par le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance et tout établissement de l'enseignement de promotion sociale dont ceux coopérant avec les C.E.F.A.;

b) l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, en abrégé I.F.A.P.M.E., visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, b), de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

c) le S.F.P.M.E. : le Service formation petites et moyennes entreprises, en abrégé S.F.P.M.E., visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, b), de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

5° le tuteur : le tuteur visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

6° l'apprenant : le jeune visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, ayant conclu un contrat d'alternance;

7° le contrat d'alternance : le contrat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

8° l'Administration : la Direction des Politiques transversales Région-Communauté du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ou l'équivalent au sein des services de l'Administration de la Commission communautaire française;

9° l'année de formation : la période qui débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août;

10° le fonds de formation sectoriel : l'association sans but lucratif de formation créée par ou en lien avec au moins un fonds de sécurité et d'existence visé par la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence;

11° le coach sectoriel : le coach engagé par un fonds de formation sectoriel qui a au minimum dix ans d'ancienneté dans le secteur ou un des secteurs concernés et qui, pour autant qu'il soit mandaté par le ou les secteurs concernés et reconnu par le Ministre, est

amené :

a) dans le cadre de la procédure d'agrément des entreprises, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à instruire les demandes d'agrément des entreprises via au minimum une visite sur place, à remettre un avis sur l'agrément des entreprises et à participer à la commission d'agrément et de médiation, constituée au sein de l'O.F.F.A.;

b) dans le cadre de la procédure de suspension d'agrément et de la procédure de retrait d'agrément, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à remettre un avis sur la suspension d'agrément ou le retrait d'agrément et à participer à la commission d'agrément et de médiation visée au point a);

c) dans le cadre du soutien aux entreprises partenaires de la formation en alternance, à rencontrer, d'initiative ou sur demande de l'opérateur de formation ou de l'O.F.F.A, les entreprises ainsi que, le cas échéant, le tuteur, pour une mission de conseil;

d) dans le cadre de la promotion de la formation en alternance, à sensibiliser les entreprises dans le ou les secteurs qu'il couvre à la conclusion de nouveaux contrats d'alternance;

12° le représentant sectoriel : la personne de référence pour un ou plusieurs secteurs en région de Bruxelles-Capitale, pour autant qu'il soit mandaté par le ou les secteurs après en avoir informé le Ministre, ou après avoir été reconnu par celui-ci est amené :

a) dans le cadre de la procédure d'agrément des entreprises, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à instruire les demandes d'agrément des entreprises via au minimum une visite sur place, à remettre un avis sur l'agrément des entreprises et à participer à la commission d'agrément et de médiation, constituée au sein de l'O.F.F.A.;

b) dans le cadre de la procédure de suspension d'agrément et de la procédure de retrait d'agrément, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à remettre un avis sur la suspension d'agrément ou le retrait d'agrément et à participer à la commission d'agrément et de médiation visée au point a) ci-avant;

c) dans le cadre du soutien aux entreprises partenaires de la formation en alternance, à rencontrer, d'initiative ou sur demande de l'opérateur de formation ou de l'O.F.F.A, les entreprises ainsi que, le cas échéant, le tuteur, pour une mission de conseil;

d) dans le cadre de la promotion de la formation en alternance, à sensibiliser les entreprises dans le ou les secteurs qu'il couvre à la conclusion de nouveaux contrats d'alternance.

CHAPITRE II. — *La procédure d'agrément des entreprises*

Art. 3. Au sein de l'O.F.F.A., la commission d'agrément et de médiation, ci-après dénommée « la commission », est composée de :

1° cinq représentants du conseil d'administration de l'O.F.F.A. dont deux représentants des partenaires sociaux, un représentant de l'enseignement en alternance, un représentant de la formation en alternance relevant de la Commission communautaire française et un représentant de la formation en alternance relevant de la Région wallonne;

2° un représentant de l'opérateur de formation en alternance concerné par le ou les dossiers à l'ordre du jour de la commission;

3° le cas échéant, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel concerné par le ou les dossiers à l'ordre du jour de la commission;

4° d'un représentant désigné par l'O.F.F.A. qui assure le secrétariat de la commission;

5° d'un représentant désigné par l'Administration.

Un suppléant est désigné pour chaque représentant effectif.

Ces mandats sont accordés pour une durée renouvelable de deux ans.

Un des représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, assure la présidence de la commission.

Les représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, ont une voix délibérative.

La composition de la commission est publiée sur le site de l'O.F.F.A.

La commission a pour missions :

1° d'organiser, conformément à l'article 5, alinéa 2, 15°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, une procédure de médiation à la demande de l'entreprise en ce qui concerne l'octroi, la suspension ou le retrait d'agrément et à la demande de l'opérateur de formation en alternance concernant toute problématique liée à l'exécution du contrat d'alternance;

2° de prendre une décision, sur demande de l'opérateur de formation, en cas d'avis divergent entre l'opérateur de formation et le coach sectoriel ou le représentant sectoriel conformément aux articles 4, § 3, et 5, § 2;

3° de proposer, au conseil d'administration de l'O.F.F.A., une décision en cas de contestation d'une entreprise quant à une décision soit autre que pédagogique soit liée à l'agrément, la suspension d'agrément ou le retrait d'agrément, prise par un opérateur de formation ou par l'O.F.F.A.;

4° de proposer, au conseil d'administration de l'O.F.F.A., une décision en cas de contestation d'un apprenant quant à une décision autre que d'ordre pédagogique;

5° de remettre, d'initiative ou sur demande du Ministre ou de l'O.F.F.A., au conseil d'administration de l'O.F.F.A. qui les transmettra aux Gouvernements et au Collège, des propositions d'optimisation des procédures d'agrément, de retrait d'agrément ou de suspension d'agrément des entreprises;

6° de présenter annuellement au conseil d'administration de l'O.F.F.A. qui le transmettra aux Gouvernements et au Collège, un rapport analytique des dossiers qu'elle a traités durant l'année de formation.

Les demandes et contestations visées à l'alinéa 4, 1° à 4°, sont adressées par écrit à l'O.F.F.A.

La commission se réunit sur proposition du fonctionnaire dirigeant de l'O.F.F.A. ou à la demande d'un opérateur de formation en alternance, lesquels soumettent, en même temps que la proposition ou demande de réunion, un dossier explicitant l'objet à débattre en commission. La commission se réunit et prend une décision dans les trente jours de la demande de réunion introduite par l'opérateur de formation en alternance.

Dans les trois mois de sa constitution, la commission adopte son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le conseil d'administration de l'O.F.F.A.

Art. 4. § 1^{er}. Dans les trente jours à dater de l'introduction, par l'entreprise, de sa demande d'agrément, l'opérateur de formation en alternance octroie l'agrément après vérification du respect des conditions d'agrément visées à l'article 2 bis, § 2, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008. L'opérateur de formation peut s'appuyer, le cas échéant, sur l'avis d'un coach sectoriel mandaté par le ou les secteurs concernés ou d'un représentant sectoriel.

Les noms et coordonnées des coaches sectoriels ou des représentants sectoriels mandatés par un ou des secteurs sont publiés sur le site de l'O.F.F.A. et de l'Administration en regard du secteur ou des secteurs qu'ils représentent et du territoire pour lequel ils sont compétents.

Lorsque le coach sectoriel ou le représentant sectoriel concerné par la demande d'agrément d'une entreprise est mandaté par un ou des secteurs et reconnu par le Ministre, l'opérateur de formation lui adresse systématiquement la demande d'agrément dans les huit jours à dater de l'introduction de celle-ci, par l'entreprise, et octroie un agrément provisoire à l'entreprise qui déclare sur l'honneur répondre aux conditions d'agrément.

Le coach sectoriel ou le représentant sectoriel accuse réception de la demande qui lui est adressée par l'opérateur de formation, dans les huit jours de sa réception.

Dans les trente jours à dater de la demande de l'opérateur de formation en alternance, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel instruit la demande d'agrément de l'entreprise et, à cette fin, il :

1° effectue une visite de l'entreprise concernée afin de vérifier si elle satisfait aux conditions d'agrément visées à l'article 2 bis, § 2, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

2° rencontre le responsable de l'entreprise ou la personne mandatée pour représenter l'entreprise ainsi que le tuteur désigné pour encadrer le ou les futurs apprenants;

3° transmet simultanément à l'opérateur de formation en alternance et à l'O.F.F.A. son rapport de visite comprenant son avis et toute information nécessaire pour permettre à l'opérateur de formation en alternance d'octroyer, confirmer ou retirer l'agrément à l'entreprise.

Si l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel et celui de l'opérateur de formation en alternance convergent, l'opérateur de formation en alternance informe dans les quinze jours de la réception de cet avis, l'O.F.F.A. et le coach sectoriel ou le représentant sectoriel, en même temps que l'entreprise, de la décision prise.

§ 2. Dans le cadre de sa mission de promotion de la formation en alternance, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel peut instruire d'initiative la demande d'agrément d'une entreprise et communiquer à l'O.F.F.A. son avis relatif à cette demande d'agrément. L'agrément est octroyé par le premier opérateur de formation en alternance par l'intermédiaire duquel un contrat d'alternance est conclu.

§ 3. Pour instruire d'initiative ou à la demande d'un opérateur de formation, la demande d'agrément d'une entreprise, le coach sectoriel et le représentant sectoriel utilisent un questionnaire et un rapport de visite dont les modèles sont fixés par l'O.F.F.A.

§ 4. Dans le cadre des procédures visées aux paragraphes 1^{er} et 2, si l'opérateur de formation en alternance ne partage pas l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel, il transmet, dans les quinze jours de la réception de cet avis, pour décision, à la commission, toutes les informations utiles en lien avec la demande d'agrément.

Dans les trente jours à dater de sa saisine, la commission prend une décision et communique celle-ci à l'O.F.F.A.

L'O.F.F.A. notifie, dans les huit jours de la réception de la décision, les décisions de la commission, et les motifs qui sous-tendent celles-ci, aux entreprises et opérateurs de formation en alternance concernés, en indiquant, le cas échéant, dans les notifications adressées aux entreprises, les références des opérateurs de formation en alternance concernés par les dossiers traités par la commission.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, si les conditions d'agrément de l'entreprise n'ont pu être vérifiées dans les trente jours de l'introduction de la demande d'agrément par l'entreprise, l'opérateur octroie un agrément provisoire à l'entreprise qui déclare sur l'honneur répondre à ces conditions, et dispose de soixante jours complémentaires pour octroyer un agrément définitif sur la base d'une vérification du respect de ces conditions via une visite in situ.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, si le coach sectoriel ou le représentant sectoriel n'a pas instruit, dans les trente jours de sa transmission, la demande d'agrément adressée par l'opérateur de formation en alternance, celui-ci peut se substituer au coach sectoriel ou au représentant sectoriel pour la procédure d'agrément.

Art. 5. § 1^{er}. L'opérateur de formation en alternance peut, sur la base de constats objectivés et après avoir entendu le ou les représentants de l'entreprise, suspendre ou retirer l'agrément à une entreprise si au moins une des conditions d'agrément n'est plus remplie ou si l'entreprise n'est pas, de manière constante, en mesure de remplir ses obligations précisées dans le contrat d'alternance.

Si l'entreprise concernée relève d'un secteur qui a mandaté un coach sectoriel ou un représentant sectoriel, ces derniers, s'ils sont reconnus par le Ministre, sont systématiquement associés, par l'opérateur de formation, à la procédure de suspension ou de retrait de l'agrément.

L'opérateur de formation en alternance informe l'O.F.F.A. et, le cas échéant, le coach sectoriel et le représentant sectoriel concernés, en même temps que l'entreprise, de la décision prise.

§ 2. D'initiative ou dans un délai maximum de vingt jours à dater de la demande de l'opérateur de formation en alternance, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel peut se rendre dans une entreprise d'un des secteurs par lequel il est mandaté et, sur la base de constats objectivés, remettre à l'opérateur ou aux opérateurs de formation en alternance concernés ainsi qu'à l'O.F.F.A. un avis de suspension d'agrément ou un avis de retrait d'agrément et ce, si au moins une des conditions d'agrément n'est plus remplie ou si l'entreprise n'est pas, de manière constante, en mesure de remplir ses obligations précisées dans le contrat d'alternance.

Sur la base de l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel et de toute autre information utile, l'opérateur de formation en alternance décide, après avoir entendu le ou les représentants de l'entreprise, de maintenir, suspendre ou retirer à celle-ci son agrément, selon la gravité des manquements. Le coach sectoriel ou le représentant sectoriel concerné participe à l'audition de l'entreprise.

Si l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel et celui de l'opérateur de formation en alternance convergent, l'opérateur de formation en alternance informe l'O.F.F.A. et le coach sectoriel ou le représentant sectoriel, en même temps que l'entreprise, de la décision prise.

Si la demande de suspendre ou de retirer l'agrément d'une entreprise est formulée par un autre opérateur de formation en alternance qui collabore au même moment, ou est sur le point de collaborer, avec l'entreprise concernée, l'opérateur de formation en alternance associe l'autre opérateur de formation en alternance concerné à la procédure.

Le ou les opérateurs de formation en alternance ne peuvent suspendre l'agrément pour une durée qui excède cent quatre-vingts jours. Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas satisfait aux conditions visées dans la décision de suspension, le ou les opérateurs de formation en alternance concernés retirent l'agrément de l'entreprise et informent cette dernière de la décision après en avoir informé l'O.F.F.A. et, le cas échéant, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel concernés.

§ 3. Dans le cadre de la procédure visée aux paragraphes 1^{er} et 2, si l'opérateur de formation en alternance ne partage pas l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel mandaté par le secteur concerné et reconnu par le Ministre ou si deux opérateurs ont des avis divergents, le ou les opérateurs transmettent, dans les quinze jours de la réception de l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel ou dans les quinze jours de la formulation des avis divergents, pour décision, à la commission, toutes les informations utiles en lien avec la demande de suspension d'agrément ou de retrait d'agrément.

Dans les trente jours à dater de sa saisine, la commission d'agrément prend une décision et communique celle-ci à l'O.F.F.A. La commission peut, pour prendre cette décision, décider d'entendre à nouveau l'entreprise concernée.

L'O.F.F.A. notifie les décisions de la commission, et les motifs qui sous-tendent celles-ci, aux entreprises et opérateurs de formation en alternance concernés, en indiquant, le cas échéant, dans les notifications adressées aux entreprises les références des opérateurs de formation en alternance concernés par les dossiers traités par la commission.

§ 4. Lors de toute audition, le ou les représentants de l'entreprise sont informés au moins vingt jours avant l'audition de :

- 1° la date de l'audition et des raisons qui la motivent;
- 2° la possibilité que le ou les représentants de l'entreprise soient représentés par un mandataire;
- 3° la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Les délais prévus aux paragraphes 2 à 4 peuvent être précisés ou modifiés par l'O.F.F.A. en fonction de la gravité des manquements constatés.

Si l'entreprise ne souhaite pas être auditionnée, elle peut faire valoir ses moyens par écrit à l'attention de l'opérateur de formation en alternance concerné.

CHAPITRE III. — Certification

Art. 6. L'apprenant qui réussit sa formation en alternance auprès de l'I.F.A.P.M.E. ou du S.F.P.M.E. obtient, après avoir acquis les compétences identifiées aux niveaux a, b et c de son plan de formation, un certificat d'apprentissage, un certificat de qualification CQ6 ou CQ7, un certificat de qualification spécifique, un titre équivalent ou un certificat équivalent.

Dans un objectif de simplification, d'automatisme et de complémentarité entre opérateurs, si ce certificat d'apprentissage, ce certificat de qualification spécifique ou ce titre équivalent est délivré sur la base d'un profil de formation établi par le S.F.M.Q. ou la C.C.P.Q, le Gouvernement de la Communauté française définit les modalités selon lesquelles ces titres peuvent être déclarés équivalents au certificat de qualification de l'enseignement secondaire de plein exercice accompagné du certificat d'études de 6^e année de l'enseignement secondaire professionnel.

Les apprenants qui ne peuvent pas valoriser un certificat d'études de 6^e année de l'enseignement secondaire professionnel selon les modalités définies à l'alinéa 2 pourront présenter les épreuves menant à l'obtention de ce certificat d'études via le jury de la Communauté française.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 7. Les délais visés par le présent arrêté sont calculés en jours. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2016 à l'exception de l'article 5.

Art. 9. La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 8 juin 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203881]

8 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 2, § 6, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, artikel 2bis, § 5, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, artikel 3, § 1 et § 2, en artikel 5, leden 5 en 6, ingevoegd door het decreet van 27 maart 2014;

Gelet op het rapport van 27 april 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gegeven op 13 mei 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de "Office francophone de la Formation en alternance" (Franstalige dienst alternerende opleiding), gegeven op 17 mei 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 23 mei 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 april 2016;

Overwegende dat de Waalse Regering het voornemen heeft wat betreft de artikelen 3, 4, 5 en 6 § 4, van dit besluit om, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, een beroep te doen op de algemene uitvoeringsbevoegdheid waarop haar bevoegdheid berust om, wat betreft dit project, de bepalingen aan te nemen i.v.m wat volgt:

- 1^o de erkennings- en bemiddelingscommissie
- 2^o de sectorale coach;
- 3^o het feit om aan de jongeren de gelegenheid te geven hun opleiding bij het "IFAPME" of de "SFPME" voort te zetten terwijl ze bij het Onderwijs zijn gestart en omgekeerd.

Overwegende dat de Waalse Regering, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 het voornemen heeft om zijn algemene uitvoeringsbevoegdheid te gebruiken om het gebrek aan een wettelijke grondslag van het voornoemde kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 op te vullen;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie ook het voornemen hebben om hun algemene uitvoeringsbevoegdheid te gebruiken aangezien het hier gaat om een gezamenlijk besluit;

Overwegende dat de bepalingen van uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding dwingend in werking moeten treden aan het begin van het opleidingsjaar 2016-2017;

Overwegende dat dit besluit terugwerkende kracht op 1 september 2016 moet krijgen;

Dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen wordt toegelaten voor zover ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst en voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand, voor zover ze de eisen inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in aanmerking neemt;

Dat de aanneming in casu van een besluit met terugwerkende kracht tot gevolg heeft de versterking van de rechtszekerheid ten gunste van de ondernemingen en de vormingsoperatoren die een aanvraag ingediend hebben vanaf 1 september 2016, waarbij een rechtsbasis aan hun aanvraag wordt verstrekt;

Dat bij gebrek aan een dergelijke wettelijke grondslag overwogen zou moeten worden dat alle aanvragen ingediend vanaf 1 september 2016 tot de aanneming van de samenvallende besluiten opnieuw ingediend zouden moeten worden

Dat de terugwerkende kracht in het voordeel van belanghebbenden is en, in die zin, verantwoord is;

Gelet op de adviezen nr. 59.830/2/2V en 60.748/2 van de Raad van State, respectievelijk gegeven op 29 augustus 2016 en 23 januari 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008: het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de Minister: De Minister bevoegd voor Vorming en het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding;

3° de "O.F.F.A." : de "Office francophone de la Formation en alternance" (Franstalige dienst alternerende opleiding), bedoeld in artikel 4 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

4° de operator in de alternerende opleiding, ofwel:

a) een "Centre d'Éducation et de Formation en Alternance" (Centrum voor Alternerend Onderwijs en Opleiding), afgekort "C.E.F.A.", bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en elke inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie waaronder de deelnemende inrichtingen met de C.E.F.A.;

b) het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, afgekort I.F.A.P.M.E. (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, b), van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

c) de "S.F.P.M.E.": de "Service formation petites et moyenne entreprises", afgekort "S.F.P.M.E." (Dienst opleiding kleine en middelgrote ondernemingen), bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, b), van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

5° de mentor: de mentor bedoeld in artikel 1, § 1, 6°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

6° de leerling: de jongere bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008, die een alternerende overeenkomst heeft gesloten;

7° de alternerende overeenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 1, § 1, 7°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

8° de Administratie: de Directie Overkoepelend Beleid Gewest-Gemeenschap van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst of het equivalent binnen de diensten van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie;

9° het opleidingsjaar: de periode die op 1 september begint en die op 31 augustus eindigt;

10° het sectorale opleidingsfonds: de opleidingsvereniging zonder winst oogmerk opgericht door of in verband met minstens één fonds voor bestaanszekerheid bedoeld in de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid;

11° de sectorale coach: de coach tewerkgesteld door een sectoraal opleidingsfonds die minstens tien jaar anciënniteit heeft in de sector of één van de betrokken sectoren en die, voor zover hij gemachtigd is door de betrokken sector(en) en erkend is door de minister, met de volgende opdrachten kan belast worden:

a) in het kader van de erkenningsprocedure van de ondernemingen, op eigen initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsoperator, de erkenningsaanvragen van de ondernemingen onderzoeken via minstens een bezoek ter plaatse, een advies uitbrengen over de erkenning van de ondernemingen en deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie opgericht binnen de "O.F.F.A.";

b) in het kader van de procedure inzake de opschorting van de erkenning en de procedure inzake de intrekking van de erkenning, op eigen initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsoperator, een advies uitbrengen over de opschorting van de erkenning of de intrekking van de erkenning en deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie bedoeld in punt a);

c) in het kader van de steun aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, op initiatief of op verzoek van de opleidingsverstrekker of de "O.F.F.A.", de bedrijven alsook, in voorkomend geval, de mentor, voor een raadgeving bezoeken;

d) in het kader van de bevordering van de alternerende opleiding, de bedrijven sensibiliseren in de door hem gedekte sector(en) voor het sluiten van nieuwe alternerende overeenkomsten;

12° de sectorale vertegenwoordiger: de contactpersoon voor één of meerdere sectoren in het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, voor zover hij gemachtigd is door de sector(en) na de Minister ingelicht te hebben of na door de minister erkend te zijn, en die met de volgende opdrachten wordt belast:

a) in het kader van de erkenningsprocedure van de ondernemingen, op eigen initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsoperator, de erkenningsaanvragen van de ondernemingen onderzoeken via minstens een bezoek ter plaatse, een advies uitbrengen over de erkenning van de ondernemingen en deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie opgericht binnen de "O.F.F.A.";

b) in het kader van de procedure inzake de opschorting van de erkenning en de procedure inzake de intrekking van de erkenning, op eigen initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsoperator, een advies uitbrengen over de opschorting van de erkenning of de intrekking van de erkenning en deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie bedoeld in hierbovenvermeld punt a);

c) in het kader van de steun aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, op initiatief of op verzoek van de opleidingsverstrekker of de "O.F.F.A", de bedrijven alsook, in voorkomend geval, de mentor, voor een raadgeving bezoeken;

d) in het kader van de bevordering van de alternerende opleiding, de bedrijven sensibiliseren in de door hem gedekte sector(en) voor het sluiten van nieuwe alternerende overeenkomsten.

HOOFDSTUK II. — *De procedure tot erkenning van bedrijven*

Art. 3. Binnen de "O.F.F.A", wordt de erkennings- en bemiddelingscommissie, hierna "de commissie" genoemd, samengesteld als volgt:

1° vijf vertegenwoordigers van de raad van bestuur van de "O.F.F.A" waaronder twee vertegenwoordigers van de sociale partners, een vertegenwoordiger van het alternerend onderwijs, een vertegenwoordiger van de alternerende opleiding die onder de Franse Gemeenschapscommissie ressorteert en een vertegenwoordiger van de alternerende opleiding die onder het Waalse Gewest ressorteert;

2° een vertegenwoordiger van de operator in de alternerende opleiding betrokken bij het of de dossier(s) op de agenda van de commissie;

3° in voorkomend geval, de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger betrokken bij het of de dossier(s) op de agenda van de commissie;

4° een vertegenwoordiger aangewezen door de "O.F.F.A", die het secretariaat van de commissie waarneemt;

5° een vertegenwoordiger aangewezen door de Administratie.

Voor elke gewone vertegenwoordiger wordt een plaatsvervangende vertegenwoordiger aangewezen.

Deze mandaten worden toegekend voor een hernieuwbare termijn van twee jaar.

Één van de vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 1°, zal het voorzitterschap van de commissie waarnemen.

De vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 1°, zijn stemgerechtigd.

De samenstelling van de commissie wordt bekendgemaakt op de site van de "O.F.F.A".

De commissie vervult de volgende opdrachten:

1° overeenkomstig artikel 5, tweede lid, 15°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008, een bemiddelingsprocedure voorzien op verzoek van het bedrijf wat betreft de toekenning, schorsing of intrekking van de erkenning en op verzoek van de operator in de alternerende opleiding wat betreft de problematiek i.v.m. de uitvoering van de alternerende overeenkomst;

2° een beslissing nemen, op verzoek van de opleidingsoperator, in geval van uiteenlopende mening tussen de opleidingsoperator en de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger overeenkomstig de artikelen 4, § 3, en 5, § 2°;

3° aan de raad van bestuur van de de "O.F.F.A.", een beslissing voorstellen in geval van betwisting van een bedrijf inzake een beslissing hetzij andere dan pedagogisch, hetzij gebonden aan de erkenning, de opschorting van de erkenning of de intrekking van de erkenning, genomen door een opleidingsoperator of door de "O.F.F.A.";

4° aan de raad van bestuur van de "O.F.F.A.", een beslissing voorstellen in geval van betwisting van een leerling inzake een beslissing andere dan pedagogisch;

5° op eigen initiatief of op verzoek van de Minister of de "O.F.F.A.", aan de raad van bestuur van de "O.F.F.A." die ze zal overmaken aan de Regeringen en het College, voorstellen overleggen voor de optimalisering van de procedures inzake de erkenning, de intrekking van de erkenning of de opschorting van de erkenning van de bedrijven;

6° jaarlijks aan de raad van bestuur van de "O.F.F.A." die het zal overmaken aan de Regeringen en het College, een analytisch verslag van de dossiers overleggen die ze tijdens het opleidingsjaar heeft behandeld.

De aanvragen en betwistingen bedoeld in het vierde lid, 1° tot 4°, worden schriftelijk aan de "O.F.F.A." gericht.

De commissie vergadert op voorstel van de leidend ambtenaar van de "O.F.F.A." of op verzoek van een operator in de alternerende opleiding, die, op hetzelfde ogenblik als het voorstel of verzoek tot vergadering, een dossier voorleggen waarin het voorwerp dat in de commissie besproken moet worden, wordt uitgelegd. De commissie vergadert en neemt een beslissing binnen dertig dagen van het verzoek tot vergadering ingediend door de operator in de alternerende opleiding.

Binnen de drie maanden na haar samenstelling, neemt de commissie haar huishoudelijk reglement aan, dat door de raad van bestuur van de "O.F.F.A." wordt goedgekeurd.

Art. 4. § 1^{er}. Binnen dertig dagen te rekenen van de indiening, door het bedrijf, van zijn erkenningsaanvraag, kent de operator in de alternerende opleiding de erkenning toe na verificatie van de naleving van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 2bis, § 2, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008. De opleidingsoperator kan zich, in voorkomend geval, baseren op het advies van een sectorale coach gemachtigd door de betrokken sector(en) of van een sectorale vertegenwoordiger.

De namen en gegevens van de sectorale coaches of sectorale vertegenwoordigers gemachtigd door één of meerdere sectoren worden bekendgemaakt op de site van de "O.F.F.A." ten opzichte van de sector of de sectoren die zij vertegenwoordigen en van het grondgebied waarvoor zij bevoegd zijn.

Wanneer de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger betrokken bij de erkenningsaanvraag van een bedrijf wordt gemachtigd door één of meerdere sectoren en erkend door de Minister, stuurt de opleidingsoperator hem systematisch de erkenningsaanvraag binnen acht dagen te rekenen van de datum van indiening ervan, door het bedrijf, en kent een voorlopige erkenning toe aan het bedrijf dat op erewoord verklaart dat het aan de erkenningsvoorwaarden voldoet.

De sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger bericht ontvangst van de aanvraag die hem gericht wordt door de opleidingsoperator, binnen acht dagen na zijn ontvangst.

Binnen dertig dagen te rekenen van de aanvraag van de operator in de alternerende opleiding, onderzoekt de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger de erkenningsaanvraag van het bedrijf en, hiertoe:

1° bezoekt hij het betrokken bedrijf om na te gaan of het bedrijf voldoet aan de erkenningsaanvragen bedoeld in artikel 2bis, § 2, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

2° ontmoet hij de verantwoordelijke van het bedrijf of de persoon die gemachtigd is om het bedrijf te vertegenwoordigen alsook de mentor aangewezen om de toekomstige leerling(en) te begeleiden;

3° maakt hij tegelijkertijd aan de operator in de alternerende opleiding en aan de "O.F.F.A." zijn bezoekverslag over dat zijn advies en elke informatie bevat die nodig is om aan de operator in de alternerende opleiding de mogelijkheid te geven om de erkenning aan het bedrijf toe te kennen, te bevestigen of in te trekken.

Als het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger en het advies van de operator in de alternerende opleiding overeenstemmen, brengt de operator in de alternerende opleiding binnen vijftien dagen na ontvangst van het advies, de "O.F.F.A." en de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger, tegelijkertijd met het bedrijf, op de hoogte van de genomen beslissing.

§ 2. In het kader van zijn opdracht van bevordering van de alternerende opleiding, kan de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger op eigen initiatief de erkenningsaanvraag van een bedrijf onderzoeken en aan de "O.F.F.A." zijn advies meedelen i.v.m. deze erkenningsaanvraag. De erkenning wordt toegekend door de eerste operator in de alternerende opleiding door bemiddeling van wie een alternerende overeenkomst wordt gesloten.

§ 3. Om de erkenningsaanvraag van een bedrijf op eigen initiatief of op aanvraag van een opleidingsoperator te onderzoeken, gebruiken de sectorale coach en de sectorale vertegenwoordiger een vragenlijst en een bezoekverslag waarvan de modellen worden vastgelegd door de "O.F.F.A.".

§ 4. In het kader van de procedures bedoeld in de paragrafen 1 en 2, als de operator in de alternerende opleiding het niet eens is met het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger, maakt hij, binnen vijftien dagen na ontvangst van dat advies, ter beslissing, alle nuttige informatie in verband met de erkenningsaanvraag aan de commissie over.

Binnen dertig dagen van haar aanhangigmaking, neemt de commissie een beslissing en deelt deze beslissing mee aan de "O.F.F.A.".

De "O.F.F.A." geeft kennis, binnen acht dagen na ontvangst van de beslissing, van de beslissingen van de commissie, en de redenen die deze beslissingen ondersteunen, aan de betrokken bedrijven en operatoren in alternerende opleiding, met vermelding, in voorkomend geval, van de kennisgevingen gericht aan de bedrijven, de referenties van de operatoren in alternerende opleiding betrokken bij de dossiers behandeld door de commissie.

In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, als de erkenningsvoorwaarden van het bedrijf niet nagezien konden worden binnen dertig dagen van de indiening van de erkenningsaanvraag door het bedrijf, kent de operator een voorlopige erkenning toe aan het bedrijf dat op erewoord verklaart dat het aan deze voorwaarden voldoet, en beschikt over zestig bijkomende dagen om een definitieve erkenning toe te kennen op grond van een verificatie van de naleving van deze voorwaarden via een bezoek in situ.

In afwijking van paragraaf 1, derde lid, als de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger, de erkenningsaanvraag gericht door de operator in de alternerende opleiding niet binnen dertig dagen van het overmaken heeft onderzocht, kan laatstgenoemde in de plaats treden van de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger voor de erkenningsprocedure.

Art. 5. § 1^{er}. De operator in de alternerende opleiding kan, op basis van geobjectiveerde vaststellingen en na de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf te hebben gehoord, de erkenning van een bedrijf opschorten of intrekken als minstens één van de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld is of als het bedrijf op constante wijze niet in staat is om te voldoen aan de verplichtingen die in de alternerende overeenkomst worden bepaald.

Als het betrokken bedrijf onder een sector ressorteert die een sectorale coach of een sectorale vertegenwoordiger heeft gemachtigd, worden laatstgenoemden, als ze door de Minister worden erkend, systematisch, door de opleidingsoperator, betrokken bij de procedure inzake de opschorting of intrekking van de erkenning.

De operator in de alternerende opleiding brengt de "O.F.F.A." en, in voorkomend geval, de betrokken sectorale coach en sectorale vertegenwoordiger, tegelijkertijd met het bedrijf, op de hoogte van de genomen beslissing.

§ 2. Op eigen initiatief of binnen een maximumtermijn van twintig dagen te rekenen van de aanvraag van de operator in de alternerende opleiding, kan de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger zich begeven naar een bedrijf van één van de sectoren waardoor hij gemachtigd is en, op basis van geobjectiveerde vaststellingen, aan de operator of aan de operatoren in de alternerende opleiding alsook aan de "O.F.F.A.", een advies inzake de opschorting van de erkenning of een advies inzake de intrekking van de erkenning overhandigen en dit, als tenminste één van de erkenningsvoorwaarden niet meer is vervuld of als het bedrijf op constante wijze niet in staat is om te voldoen aan de verplichtingen die in de alternerende overeenkomst worden bepaald.

Op basis van het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger en van elke andere relevante informatie beslist de operator in de alternerende opleiding na de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf te hebben gehoord, om de erkenning van het bedrijf te behouden, te schorsen of in te trekken, volgens de ernst van de tekortkomingen. De betrokken sectorale coach of sectorale vertegenwoordiger neemt deel aan het verhoor van het bedrijf.

Als het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger en het advies van de operator in de alternerende opleiding overeenstemmen, brengt de operator in de alternerende opleiding de "O.F.F.A." en de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger, tegelijkertijd met het bedrijf, op de hoogte van de genomen beslissing.

Als de aanvraag om de erkenning van een bedrijf te schorsen of in te trekken door een andere operator in de alternerende opleiding wordt geformuleerd die op hetzelfde ogenblik samenwerkt of op het punt staat om samen te werken met het betrokken bedrijf, dan betreft de operator in de alternerende opleiding de andere betrokken operator in de alternerende opleiding bij de procedure.

De operator(en) in alternerende opleiding mogen de erkenning niet langer dan honderd tachtig dagen schorsen. Na afloop van die termijn, als het bedrijf niet heeft voldaan aan de voorwaarden bedoeld in de beslissing tot opschorting, trekken de operator(en) in alternerende opleiding de erkenning van het bedrijf in en brengen het bedrijf op de hoogte van de beslissing na de "O.F.F.A." ingelicht te hebben en, in voorkomend geval, de betrokken sectorale coach of sectorale vertegenwoordiger.

§ 3. In het kader van de procedures bedoeld in de paragrafen 1 en 2, als de operator in de alternerende opleiding het niet eens is met het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger gemachtigd door de betrokken sector en erkend door de Minister of als twee operatoren uiteenlopende meningen hebben, maakt de operator(en), binnen vijftien dagen na ontvangst van het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger of binnen vijftien dagen van de formulering van de uiteenlopende meningen, ter beslissing, alle nuttige informatie in verband met de aanvraag tot opschorting of intrekking van de erkenning aan de commissie over.

Binnen dertig dagen van haar aanhangigmaking, neemt de erkenningscommissie een beslissing en deelt deze beslissing mee aan de "O.F.F.A.". Om deze beslissing te nemen kan de commissie beslissen om het betrokken bedrijf opnieuw te horen.

De "O.F.F.A." geeft kennis van de beslissingen van de commissie, en de redenen die deze beslissingen ondersteunen, aan de betrokken bedrijven en operatoren in alternerende opleiding, met vermelding, in voorkomend geval, van de kennisgevingen gericht aan de bedrijven, de referenties van de operatoren in alternerende opleiding betrokken bij de dossiers behandeld door de commissie.

§ 4. Bij elk verhoor worden de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf minstens twintig dagen vóór het verhoor op de hoogte gebracht van:

- 1° de datum van het verhoor en de gronden waarop ze berust;
- 2° de mogelijkheid dat de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf worden vertegenwoordigd door een mandataris;
- 3° de mogelijkheid om toegang te krijgen tot het dossier in verband met dit verhoor.

De termijnen bedoeld in de paragrafen 2 tot 4 kunnen worden bepaald of gewijzigd door de "O.F.F.A." in functie van de ernst van de vastgestelde tekortkomingen.

Als het bedrijf niet wenst om gehoord te worden, kan ze haar middelen schriftelijk laten gelden ten behoeve van de betrokken operator in de alternerende opleiding.

HOOFDSTUK III. — *Certificering*

Art. 6. De leerling die slaagt voor zijn alternerende opleiding bij het "I.F.A.P.M.E." of de "S.F.P.M.E." krijgt, na de vaardigheden geïdentificeerd op de niveaus a, b en c van zijn opleidingsplan te hebben verworven, een leergetuigschrift, een kwalificatiecertificaat (CQ6 of CQ7), een specifiek kwalificatiecertificaat, een gelijkwaardige titel of een gelijkwaardig certificaat.

Met het oog op de vereenvoudiging, de automatie en de complementariteit tussen de operatoren, als dit leergetuigschrift, dit specifiek kwalificatiecertificaat of gelijkwaardige titel wordt verleend op basis van een opleidingsprofiel opgesteld door de "S.F.M.Q." of de "C.C.P.Q.", bepaalt de Regering van de Franse Gemeenschap de modaliteiten volgens welke deze titels gelijkwaardig verklaard kunnen worden met het kwalificatiecertificaat van het secundair onderwijs met een volledig leerplan samen met het getuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs.

De leerlingen die een getuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs niet kunnen valoriseren volgens de modaliteiten bepaald in het tweede lid zullen de proeven kunnen afleggen voor het verkrijgen van dit getuigschrift via de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 7. De in dit besluit bedoelde termijnen worden in dagen berekend. De dag van de akte die de aanvang van de termijn uitmaakt, is niet inbegrepen. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn. Indien die dag evenwel een zaterdag-, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2016, met uitzondering van artikel 5.

Art. 9. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juni 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203882]

8 JUNI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon, les articles 5, 18 et 19;

Vu l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, les articles 15, alinéa 1^{er}, et 17;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance;

Vu le rapport du 28 avril 2016 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 13 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office francophone de la Formation en Alternance, donné le 17 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 23 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil consultatif de la formation en alternance, donné le 6 juin 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 avril 2016;